L'ÉTINCELLE

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

La Poste
Paris 11e-20e

Lundi 8 février 2021

UN PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LES CATASTROPHES SANITAIRE ET SOCIALE !

Alors qu'il est toujours aussi difficile de se faire vacciner contre le Covid et que les livraisons des vaccins prennent du retard, Macron s'est réuni avec les labos pour leur faire promettre un peu plus de doses. Une promesse payée par des nouvelles subventions, car il s'agit de verser 300 millions d'euros supplémentaires aux patrons du secteur pharmaceutique. Pendant ce temps, Sanofi annonce que son dividende va dépasser les quatre milliards d'euros… et supprime 1 700 postes, dont 1 000 en France et 400 dans la recherche.

Pénuries, pénuries…

Alors qu'il y aurait enfin un moyen pour combattre l'épidémie, le système des brevets et la loi du profit freinent la production de vaccins. La pénurie de doses s'installe, après celle de matériel médical, de masques, de médicaments, de tests.

Pendant ce temps, dans les hôpitaux, les déprogrammations de soins continuent, augmentant les risques sur la santé. Toujours plus d'efforts sont demandés aux travailleurs de la santé. Et les projets de réorganisation hospitalière continuent : 300 suppressions de lits programmées avec le nouvel hôpital Paris-Nord, 150 à Marseille, etc.

La faute à qui ?

Dans les écoles, le gouvernement jure que les vacances de février ralentiront la circulation du virus. À la Toussaint, Blanquer affirmait pourtant l'inverse. Contraint d'admettre la réalité des contaminations en milieu scolaire, le ministre accuse les masques en tissu et renvoie à la « responsabilité individuelle ». Et les classes surchargées par manque de salles et de profs, les 1 800 postes supprimés à la rentrée 2021, c'est la faute à qui ? Dans la santé comme dans l'éducation, les moyens et le personnel qui manquent depuis longtemps deviennent désormais indispensables à la sécurité sanitaire. Mais le gouvernement n'en a que faire, et laisse encore une fois les travailleurs assumer la charge de la situation sanitaire.

Une politique taillée comme un costard de patron

Pour ce qui est de fliquer la population, en revanche, Darmanin et ses flics s'agitent sur ceux qui n'ont pas pu rentrer chez eux cinq minutes après 18 heures. La préfecture de police de Paris se félicitait d'avoir contrôlé 3 500 personnes vendredi dernier ! Métro, boulot, dodo, et surtout boulot ! Sinon une prune…

Les seuls qui échappent à ce tour de vis sont bien les grands patrons. Contrairement au virus, les restrictions gouvernementales s'arrêtent à leur porte. Le télétravail serait efficace pour réduire les contaminations, mais pour la ministre du Travail, pas question de manier le bâton contre les employeurs qui préfèrent l'exploitation en « présentiel ». Tout juste quelques gronderies devant les caméras.

Les intérêts de ces grands patrons exploiteurs et licencieurs sont la seule boussole de la politique sanitaire et économique du gouvernement.

En avant pour nos intérêts de travailleurs

Tandis que les cadeaux continuent pour le patronat, l'indemnité de chômage partiel tombera, elle, de 84 % du salaire net à 72 % au 1er mars. Entre ce chômage partiel au rabais et les plans de licenciement qui se multiplient, sous couvert de départs « volontaires » ou non, les travailleurs sont les seuls à payer cette crise.

Le gouvernement et les patrons font cause commune pour préserver les profits et gérer l'épidémie sur le dos de notre santé, de nos emplois, de nos salaires et de nos conditions de vie. Sur tous ces sujets, nous avons une voix à faire entendre. Pas un centime de notre poche ! Pas un poste en moins, pas un licenciement ! Ni jeunes ni retraités qui fassent la queue aux soupes populaires ! Réduction du temps de travail sans perte du salaire pour en finir avec le chômage ! Et embauche en fixe de tous les précaires. Les profits accumulés par les grandes entreprises suffisent largement pour maintenir les rémunérations et partager le travail entre tous, pour mettre les moyens qu'il faut, c'est-à-dire des embauches, dans la santé et la production de vaccin, dans l'éducation et dans tous les services essentiels. Ceux qui luttent contre les licenciements à TUI, Total Grandpuits et Sanofi montrent la voie.

Nous ne sommes pas corvéables

La plupart des collègues en contrat précaire sont partis. D'autres ont leur fin de mission pour la mi-mai, c'est-à-dire juste la veille de la réorganisation du 11e.

Ne cherchez pas l'erreur : le but des réorgs est de mettre des travailleurs à la porte et de faire travailler plus ceux qui restent.

C'est pas l'îlot de beauté

Aux îlots, il y a beaucoup d'absents, la fatigue s'accumulant. Nous faisons deux tournées au lieu d'une, ce n'est pas étonnant que certains craquent et tombent malades. Et la direction voudrait nous mettre tous à ce régime ?

Pas question d'y laisser notre santé !

Lundi, c'est pas permis

Aux lignes du 11e, l'encadrement nous demande de faire la sécable au gré des absences. Ce coup-ci, c'était lundi, le jour le plus fort.

Ce n'est pas à nous de nous adapter au manque d'effectif, c'est à La Poste d'embaucher suffisamment de monde en CDI.

Puisque nous sommes « formidables »

Tout le monde l'aura compris : La Poste ne versera pas de prime d'intéressement en avril. Pour faire passer la pilule, le président de la Poste explique dans sa lettre de vœux qu'il n'a pas versé de dividendes aux actionnaires en 2020.

Que les actionnaires ne se remplissent pas les poches alors que le chômage explose, c'est le minimum ! Mais nous, c'est 300 euros d'augmentation par mois dont nous avons besoin.

Sortez les microscopes

Cette année, La Poste propose une augmentation royale pour les contractuels : + 0,2 % ! Environ le prix d'un café à Paris… que nous ne pourrons même pas nous payer, puisqu'en un an, les prix ont augmenté de + 0,6 % en moyenne selon l'Insee ! Pour les fonctionnaires, ça reste un + 0,0 % pointé.

À quand un salaire indicé sur le prix du timbre ?

Ma grosse entreprise ne connaît pas la crise

Dans le magazine *Forum*, La Poste qualifie l'année 2020 d'exceptionnelle pour la branche courrier-colis : avec plus de 470 millions de colis distribués, La Poste *« pulvérise les records »*. Une *« fin d'année historique »* avec 131 millions de colis pour Noël. Pourtant, à écouter le PDG, la boîte serait au bord de la faillite…

Les guichetiers dénoncent le manque d'effectif

Mardi 2 février 2021, une soixantaine de bureaux de poste sont restés fermés en Normandie.

Une majorité de guichetiers s'est mis en grève pour dénoncer le non-remplacement des absences et les postes vacants non comblés.

Nos collègues guichetiers ont raison de se mobiliser et ils se battront tant qu'ils ne seront pas entendus.

Le caché de la poste

Le sociologue Nicolas Jounin publie un livre sur La Poste, après s'y être infiltré comme facteur pendant plusieurs semaines. Il y montre notamment le décalage entre les temps de tournée calculés par le logiciel de La Poste lors des réorganisations et la réalité du terrain. L'objectif de ce logiciel est de toute façon de justifier les suppressions d'emplois au nom d'une approche pseudo-scientifique, mais pas d'améliorer nos conditions de travail.

Le livre est rédigé de manière vivante, mettant au grand jour une réalité que nous vivons au quotidien.

Jounin présentera son ouvrage samedi 13 février à 15h30, à la librairie *La Brèche*, au 27 rue Taine.

Un pauvre, ça banque illico

L'émission *Cash Investigation* de jeudi dernier dénonce la manière dont les banques s'enrichissent sur le dos des plus fragiles. Perte d'emploi, maladie : il suffit de peu pour perdre des revenus. C'est alors que les banques vous enfoncent la tête sous l'eau à coups d'agios, de « commissions d'intervention » et autres « frais d'incident ». Et cela rapporte ! La Banque Postale, LCL, Société générale et autres encaissent quelque 6,5 milliards d'euros, rien que pour les frais d'incident.

De vraies méthodes de banksters !

Repas à 1 € : trop cher pour le gouvernement

Face à la misère étudiante provoquée par la crise et aux queues qui s'allongent devant les banques alimentaires, le gouvernement a promis des repas à un euro. Mais cette mesure dérisoire n'est même pas appliquée : les restaurants universitaires ne prévoient pas assez de repas ou restent fermés. Des étudiants ont du se mobiliser pour forcer leur réouverture.



Imp. Spé. NPA. Ne pas jeter sur la voie publique.